

## Anthropologie économique du monde chinois

Michel Cartier

---



**Édition électronique**

URL : <http://journals.openedition.org/annuaire-ehess/21177>

ISSN : 2431-8698

**Éditeur**

EHESS - École des hautes études en sciences sociales

**Édition imprimée**

Date de publication : 1 janvier 2012

Pagination : 337-339

ISSN : 0398-2025

**Référence électronique**

Michel Cartier, « Anthropologie économique du monde chinois », *Annuaire de l'EHESS* [En ligne], 1 2012, mis en ligne le 01 juillet 2015, consulté le 03 mai 2019. URL : <http://journals.openedition.org/annuaire-ehess/21177>

---

Ce document a été généré automatiquement le 3 mai 2019.

EHESS

---

# Anthropologie économique du monde chinois

Michel Cartier

---

Michel Cartier, *directeur d'études*

## Éducation et développement

- 1 APRÈS avoir rappelé les liens entre les niveaux d'instruction et le développement économique, nous avons abordé la situation des différents pays d'Extrême-Orient, à savoir la Chine populaire, le Japon, Taïwan et la Corée du Sud, qui partagent la culture chinoise et, en particulier l'écriture par idéogrammes permettant de communiquer indépendamment des langues utilisées.
- 2 Depuis plus de deux millénaires la Chine a valorisé l'éducation, et l'écriture joue un rôle important dans la vie sociale mais son apprentissage était long et elle n'était maîtrisée que par les scribes. La dynastie des Tang (619-906) établit un système de concours oraux destiné à recruter les fonctionnaires. Mais ce n'est que sous les Song (960-1278) que l'essor de l'imprimerie permit la diffusion de livres et de manuels. Les examens devinrent écrits. Toutefois, l'état ne s'occupait pas de l'enseignement centré sur la mémorisation des classiques qui était dispensé aux garçons par des précepteurs familiaux ou dans des institutions privées. À partir de la dynastie des Ming (1368-1644), l'administration encourage la création d'écoles privées qui enseignent l'écriture. Les avis divergent quant à la proportion des personnes sachant lire mais les tableaux des recensements récents nous révèlent qu'au début du XX<sup>e</sup> siècle environ 80 % des Chinois - mais 95 % des femmes étaient encore illettrés. L'enseignement sur le modèle occidental ne se développa qu'à partir de 1904, après la suppression des examens mandarinaux. Les progrès furent lents. Parmi les natifs de 1923-1927, les deux tiers étaient illettrés, 23 % avaient une éducation primaire, 6 % un niveau secondaire premier cycle, 1,8% un niveau du deuxième cycle et 0,6 % un niveau universitaire. Parmi ceux de 1966-1970, scolarisés après la Révolution

culturelle 4 % étaient illettrés, 27 % n'avaient qu'un niveau primaire, 50 % un niveau secondaire premier cycle, 11 % un niveau second cycle et 6,5 % un niveau supérieur. La scolarisation universelle n'a été réalisée qu'à la fin des années 1980 et il fallut attendre 2006 pour que l'enseignement secondaire du premier cycle devienne obligatoire. D'après les chiffres de 2008, 40 % d'une classe d'âge accédait au second cycle du secondaire et 25 % à l'enseignement supérieur.

- 3 L'évolution a été différente au Japon, où les idéogrammes chinois avaient été empruntés dès la fin du IV<sup>e</sup> siècle par l'intermédiaire de la Corée. Le Japon copia les institutions chinoises entre le VII<sup>e</sup> et le VI<sup>e</sup> siècle mais n'institua jamais de système d'examen. À partir de la période de Kamakura (1185-1333), le pays entra dans l'ère féodale et ce sont les moines bouddhistes qui devinrent les intellectuels et qui se chargèrent de l'enseignement. Celui-ci était dispensé aussi bien pour les garçons que pour les filles dans les écoles de monastères (*terako*) et la proportion des illettrés des deux sexes baissa. Le Japon, beaucoup plus ouvert que la Chine accueillit les savoirs occidentaux transmis par les Hollandais et dénommés « études hollandaises » (*Rangaku*). La Restauration de Meiji en 1868, ne constitua pas une rupture, mais elle favorisa le passage à un enseignement de style occidental. Le ministère de l'éducation fut créé à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle et très vite un système de neuf ans d'études (six ans de primaire et deux de secondaire) fut mis en place. L'enseignement était très centralisé et soumis au contrôle de l'armée. L'enseignement secondaire du premier cycle connut un certain développement avant les années 1930, mais l'enseignement supérieur n'était dispensé que dans un petit nombre d'universités impériales ou privées. Après 1945, le système scolaire fut réorganisé sur le modèle américain. Le second cycle du secondaire était généralisé et l'enseignement supérieur développé. Bien que la scolarisation ait été prolongée et que la quasi-totalité des enfants soient scolarisés au niveau des lycées, l'enseignement secondaire souffrait d'une très grande compétitivité, qui a favorisé l'apparition d'écoles « préparatoires » privées appelées *yobiko*. Les élèves devaient passer des examens pour entrer dans les bons lycées et dans les universités dont seules les meilleures garantissaient l'accès à l'administration et aux grandes entreprises. Les réformes des années 1980 ont tenté de répondre à ces défauts de l'enseignement.
- 4 Au XIX<sup>e</sup> siècle, Taïwan partageait la situation chinoise, mais le gouvernement provincial avait engagé un processus réformateur favorisant les écoles missionnaires. En 1895, l'île était cédée au Japon qui s'empressait d'y transposer la politique de Meiji, avec l'ambition d'en faire une colonie modèle. Les écoles d'abord destinées à accueillir les enfants des colons, furent très tôt ouvertes aux Taïwanais. Toutefois, en dépit des efforts du gouvernement colonial, qui institua une université impériale à la capitale, la scolarisation au niveau du primaire n'était pas universelle, mais a surtout profité aux garçons. À partir de 1938 le gouvernement japonais se mit à pratiquer une politique de japonisation. En 1952, après le retour de la colonie à la Chine, l'île comptait encore 42 % d'illettrés, dont une partie était des immigrants venus de Chine. Des progrès considérables furent réalisés : en 1980 on ne comptait plus qu'environ 10 % d'illettrés, tandis que 43 % des Taïwanais possédaient un niveau primaire, 37 % un niveau secondaire et 7 % un niveau supérieur. En 2005 tous les adolescents étaient scolarisés au niveau lycée et la très grande majorité d'entre eux accédait au supérieur.
- 5 En Corée, comme en Chine, il existait un système de recrutement des fonctionnaires par examens, mais ceux-ci étaient en réalité destinés à la noblesse des *yangban*. Un début de modernisation eut lieu à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle, en s'appuyant sur les écoles missionnaires

chrétiennes, cependant on estime que seul un quart des Coréens, essentiellement des garçons, était scolarisé. Comme à Taïwan, les Japonais, devenus colonisateurs à partir de 1910, développaient l'enseignement sur le modèle japonais, pour répondre d'abord aux besoins des enfants de colons. Ces écoles dans lesquelles l'enseignement était dispensé en japonais, furent progressivement ouvertes aux Coréens. La langue japonaise y tenait donc une place plus importante qu'à Taïwan, bien avant la japonisation qui débuta dès 1931. Cette politique fut mal acceptée par la population locale qui préférait scolariser ses enfants dans les écoles primaires rurales, dans lesquelles l'enseignement était dispensé en coréen. Dans les niveaux secondaire et supérieur, l'enseignement fut toujours assuré en japonais. Comme à Taïwan, l'enseignement connut un grand essor à partir des années 1950 après le départ des Japonais. Dès 1970, la scolarisation au niveau du primaire était universelle, mais seuls les deux tiers des adolescents accédaient au secondaire, et 10 % à l'enseignement supérieur. En 2005, la situation était assez semblable à celle de Taïwan, à cette différence près que les élèves des lycées avaient le choix entre un enseignement général et un enseignement professionnel, qui avait la préférence de 30 % d'entre eux.

## Publications

- « États et familles en Extrême-Orient », dans *Le corps, la famille et l'État. Hommage à André Burguière*, sous la dir. de Myriam Cottias, Laura Downs et Christiane Klapisch-Zuber, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2010. p. 47-64.
- « Les incertitudes du recensement de 2000 et de l'enquête de 1 % de 2005 », « Trente ans de réformes économiques chinoises et les transformations de la main-d'œuvre », *Hongkong, Perspectives chinoises*, n° 2, 2011, p. 29-36.

---

## INDEX

**Thèmes** : Anthropologie historique